



HAL
open science

Notices pays " Irak", " Jordanie ", " Liban ", " Syrie "

Bruno Dewailly

► To cite this version:

Bruno Dewailly. Notices pays " Irak", " Jordanie ", " Liban ", " Syrie ". François Bost, Laurent Carroué, Sébastien Colin, Olivier Sanmartin. *Géoéconomie-géopolitique 2012: Images économiques du monde*, Armand Colin, pp.8, 2011. halshs-00756961

HAL Id: halshs-00756961

<https://shs.hal.science/halshs-00756961>

Submitted on 24 Nov 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Irak

Wikileaks fait tomber le dernier masque d'une « guerre juste »

Avec des milliers de documents diplomatiques et militaires étayés par des investigations poussées, Wikileaks traumatise le monde feutré de la diplomatie en dévoilant de véritables crimes de guerre. Le 31 août, les USA déclarent mettre officiellement fin aux combats. Les 11 années d'embargo et la guerre ont causé plus de 120 000 morts, 310 000 blessés, 2,5M de déplacés dont l'immigration de 80% des élites intellectuelles et de 70% de la classe moyenne. Prévu pour décembre 2011, le départ des derniers soldats US semble impossible malgré les élections présidentielles américaines de 2012. L'amélioration sécuritaire acquise au détriment de la mobilité publique ne peut cacher l'instabilité qui perdure. Usés, la majorité des Irakiens n'accordent plus aucune confiance aux paroles occidentales et, à la faveur des mouvements arabes, les langues progressivement se délient.

Économie défaillante, divisions politico-communautaires et corruption

En 2010, le pétrole aura rapporté à l'Etat 51,5Md\$ pour 830M de barils produits et exportés à 81%. Sur les deux premiers mois de l'année 2011, la production électrique a baissé de 3% et l'offre ne répond plus qu'à 55% de la demande contre 69% en 2010 à la même période. Il aura fallu plus de 9 mois de négociations après les élections législatives pour que, le 21 décembre 2010, soit formé par Nouri al-Maliki un gouvernement d'union, représentatif de la plupart des divisions. Dans un effort d'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir politique, plusieurs juges de la Court suprême s'engagent dans la lutte anti-corruption. La loi permettant aux ministres de protéger les membres de leur administration est abrogée en février 2011. Depuis, plusieurs officiers supérieurs des ministères de l'Intérieur et de la Défense ont été arrêtés. Mais la tâche est énorme tant la corruption est endémique.

Poursuite d'une reconstruction made in USA

Conformément à l'accord cadre stratégique (SFA) entré en vigueur le 1^{er} janvier 2009, la tutelle américaine sans mandat poursuit son œuvre de remise en forme par l'intermédiaire des Comités mixtes de coordination (JCC). En

novembre 2010, la première Cour commerciale a ouvert à Bagdad sous l'assistance technique du Programme de développement du droit commercial (CLDP) du ministère américain du Commerce. L'USAID a ouvert son seizième centre d'apprentissage pour « bâtir les compétences managériales des entrepreneurs » dont 16 500 ont déjà profité. L'office s'intéresse particulièrement aux jeunes et leur fournit services financiers et commerciaux. Alors que l'UNESCO, dans son dernier rapport, doute de la capacité de l'Irak de tenir, à l'horizon 2015, les objectifs du millénaire en matière éducative (scolarisation primaire pour tous), l'administration américaine considère que le Programme d'éducation supérieure lancé en 2010 « commence à montrer ses promesses ». Elle se félicite des 300 étudiants envoyés étudier aux USA ou au Royaume Uni en 2009 et se réjouit à l'annonce du 1^{er} ministre de porter prochainement leur nombre à 10 000. Conformément aux engagements, les 12 Equipes de reconstruction provinciales seront dissoutes d'ici fin 2011 mais remplacées par un plan permettant aux services de l'ambassade d'employer des experts irakiens.

Jordanie

Détérioration continue des conditions socio-économiques

Confronté à un endettement croissant (16,5Md\$, soit 61% du PIB) et sous la pression conjuguée du FMI, des marchés et de l'administration américaine, les marges de manœuvres gouvernementales sont réduites. L'inflation est estimée à 16% en 2010. Au premier trimestre 2011 et malgré les mesures, elle atteint déjà 5%. Le salaire minimum reste inchangé à 211\$, et 90% des travailleurs jordaniens perçoivent moins de 400\$/mois. Les directives de l'OIT ne sont toujours pas ratifiées, mais le gouvernement annonce une réforme de la sécurité sociale. En augmentation, l'importation de main d'œuvre concurrence les nationaux et stimule le chômage qui pourrait officiellement atteindre 30%. La détérioration des conditions de vie des ménages accélère une déscolarisation. 40 000 enfants travaillent désormais dans des conditions inquiétantes. Jusqu'alors, plutôt circonscrite aux milieux d'affaires, la corruption s'étend. Production industrielle, exportations, consommation et confiance des ménages ne cessent de chuter depuis 2009, tandis la construction est repartie à la hausse en 2010, absorbant 2/3 du volume de crédits.

Des manifestations sociales provisoirement jugulées

Face à une inflation galopante, et dans les foulées tunisienne et égyptienne, plusieurs organisations syndicales, bravant les interdits des préfets, appellent à manifester à partir du 14 janvier 2011. Au nom « du pain et de la liberté », elles dénoncent les nouveaux régimes fiscaux défavorables aux pauvres, la fin des subventions sur les carburants, le nombre croissant d'accords de libre-échange et exige du roi qu'il rende davantage de comptes. Sous pression, le gouvernement ordonne une baisse des prix des carburants et des denrées alimentaires de base, à l'aide d'une subvention de 550M\$. Les mesures jugées insuffisantes, les manifestations se poursuivent. Le 1^{er} février, le roi doit se résoudre à limoger son confident et ami, le 1^{er} ministre Samir Rifaï. Il nomme à sa place Marouf Bakhit, lui-même démissionné de ce poste en 2007 face aux accusations de manipulations électorales. Le 3 février, le Front d'Action Islamique (Frères musulmans) passe un accord avec le roi et annonce son

retrait des manifestations. Dès lors affaibli et violemment réprimé le mouvement social quitte provisoirement la rue.

Régressions démocratiques

Après la dissolution du parlement par le roi Abdallah en novembre 2009, le pays est dirigé par décrets. Achats de voix et fraudes entachent les élections du 9 novembre 2010. Reflet d'une alliance monarchie-tributs, les résultats marginalisent les partis d'opposition et les populations urbaines d'origine palestinienne. Ils assurent au roi la fidélité d'une armée essentiellement composée de bédouins et sous influence américaine. Ces dernières années, plusieurs milliers de Jordaniens d'origine cisjordanienne ont été démis de leur nationalité et les quelques 250 000 Jordaniens expulsés du Koweït en 1991 sont désormais dans le collimateur d'une administration arbitraire et autoritaire ; la liberté de la presse se réduit sous la pression de la censure, Human Rights Watch dénonce en 2011 une généralisation de la torture par la police au cours des trois dernières années.

Liban

L'alibi politique cache-sexe d'une prédation économique

Le 12 janvier 2010, la démission de 11 ministres fait tomber le gouvernement Hariri, tandis que le repositionnement du groupe parlementaire mené par Walid Joumblatt modifie la majorité parlementaire en faveur de la coalition du 8 mars. Cette crise découle des pressions occidentales pour désarmer le Hezbollah et de l'annonce de la publication de l'acte d'accusation du TSL mettant en cause des membres de ce parti. La géopolitique régionale qui oppose l'entente américano-israélienne, soutenue par l'UE et l'Arabie Saoudite, à « l'axe du mal » syro-iranien conditionne la scène politique interne qui se cristallise autour d'une tentative de fracture sunnite-chiite. Jusqu'à présent, le souffle des révolutions arabes n'a que peu touché le Liban. Quelques centaines de manifestants ont réclamé la fin du communautarisme politique et l'instauration de lois civiles. L'effet principal vient de Syrie dont l'instabilité préoccupe au delà des clivages partisans. Depuis le printemps, capitaux et réfugiés affluent.

La scène politique n'est toutefois pas exsangue de ses propres dynamiques. La plupart de ses représentants sont passés maîtres dans la manipulation partisane. Ils empêchent l'émergence de tout débat public sérieux sur des thèmes sociaux, économiques, civiques et éthiques fondamentaux qui pourraient compromettre les intérêts d'une élite sur laquelle repose la ploutocratie libanaise. Les révélations quotidiennes à Beyrouth des télégrammes Wikileaks démontrent l'ampleur du cynisme. Les négociations gouvernementales menées par le président du Conseil nouvellement désigné – le milliardaire Nagib Mikati – traînent et achoppent sur quelques postes et personnalités clefs. Leur détention ou leur venue laissent augurer des orientations politiques différentes et, selon, ouvrir possiblement, ou non, la voie à plusieurs réformes défavorables aux milieux affairistes.

La primatie des intérêts particuliers source majeure de déséconomies

L'économie libanaise continue de ralentir. En 2010, les IDE ont diminués de 3,2% à 4,65Md\$. Évaluée à 7% en 2010, la croissance économique est estimée pour 2011 à 2,1%. La baisse du PIB/hab. à 10 050\$ reflète un appauvrissement

des Libanais, pourtant sous perfusion de capitaux de la diaspora. Flambée des prix des matières premières et agricoles, dollarisation et manques structurels de capacité industrielle favorisant l'importation massive de biens de consommation, dopent l'inflation. Sur un an, elle avoisine 8%. En 2011, les opérateurs tablent sur un déficit record du compte courant à 11,5% du PIB. La consommation et les investissements diminuent. Après s'être ouvert à la titrisation en 2009, le secteur bancaire, qui croule sous les capitaux internationaux en quête des meilleures niches, multiplie les offres de prêts immobiliers et à la consommation depuis l'été 2010. En février 2011, le secteur connaît une nouvelle affaire. La Canadian Lebanese Bank, 8^e établissement du pays, est accusée par le département du Trésor américain de blanchiment, alors que la précédente affaire d'Etat de la Banque Al-Médina n'est toujours pas bouclée malgré une volonté majoritairement partagée de l'enterrer. Que ce soit en matière d'eau, d'électricité, ou de réseaux de communication, les factures des Libanais ne cessent de s'élever et de se multiplier. La plupart des services ne sont pas continus. Les Libanais font donc parallèlement appel à une multitude de petits opérateurs privés (générateur électrique, double réseau d'eau, etc.). Aidés par les jeux d'un clientélisme politique conjuguant pressions et diversions pour éviter le rétablissement de services publics ou concurrentiels, ces vendeurs règnent en maître sur des micro-territoires et maintiennent captive leur clientèle.

Une société en quête de sens

La société libanaise repose sur des pratiques économiques rentières et marchandes toujours plus prégnantes. Même les diplômés ont désormais un prix et l'accès aux soins urgents se pratique sous caution. Les profondes carences de l'état de droit profitent aux plus puissants, obédients et malins. Elles accentuent les clivages sociaux et facilitent l'importation et l'exploitation de quelque 200 000 domestiques asiatiques ou africains au passeport confisqué. Désormais, évaluée à 2,5/10 et au niveau du voisin syrien, la corruption progresse. Face à de tels fonctionnements, la proportion de pauvres ne cesse de croître et avec elle la criminalité. L'ampleur des phénomènes est telle que l'on se demande si certains leaders communautaires ne fourbissent tout simplement pas de futures légions en prévision d'un nouveau conflit.

Syrie

Crise économique et accaparement des richesses

Ouvert depuis quelques années à l'économie de marché, le pays doit faire face à la récession mondiale. En 2010, la croissance économique est estimée à 4%. Le PIB/hab. a stagné à 2800\$ et pourrait possiblement baisser de 10% en 2011. Après une chute de 28% en 2009, les IDE ont stagné en 2010 à 1,5Md\$ et s'apprêtent à plonger de nouveau en 2011. Le chômage a officiellement baissé au cours de l'année 2010, de 9,5% à 8,3%, mais s'élève, certainement, au double et l'inflation aurait été de 5,9%. La production pétrolière a augmenté de 9% à 400 000bbl/jour mais la consommation interne en absorbe dorénavant les 2/3. Après la création d'une bourse en 2009, l'état autorise en avril 2011 l'ouverture de comptes en devises pour tenter de faire face à une fuite de capitaux. La croissance économique profite surtout à l'oligarchie bassiste dans les mains de laquelle se concentre la plupart des investissements et des trafics et qui contrôle directement plus de 2 500 000 emplois. 43% des exportations se font vers l'Irak et le Liban et 10% des importations proviennent d'Arabie Saoudite. La balance commerciale est de 6% déficitaire à 0,8Md\$.

Répression sanglante, avenir incertain

En mars 2011, l'emprisonnement d'enfants ayant peint sur un mur de Dera'a un slogan du printemps arabe entendu à la télévision déclenche une première manifestation qui demande leur libération. Le régime ignore l'appel des familles qui, ralliées par une partie des habitants, font face à une première répression policière. Les manifestants réclament désormais la levée de l'état d'urgence et des réformes politiques, économiques et sociales. Au cours du mois d'avril, les revendications s'allongent au fur et à mesure que les lieux de manifestation se multiplient. Dans l'ombre, l'appareil sécuritaire de l'Etat agite le spectre de l'opposition confessionnelle, tandis que des opposants traditionnels, appuyés par des intérêts étrangers, attisent les foyers de la contestation. Très attendu, le discours du Président Assad devant le parlement déçoit les manifestants et étonne les observateurs. La grogne progresse et se précise allant jusqu'à dénoncer les comportements prédateurs de Maher al-Assad et Rami Makhlouf, respectivement frère et cousin du président. Face au

risque de conflit sectaire, certains préfèrent s'en tenir à revendiquer une plus grande liberté politique, une indépendance judiciaire, la fin de l'impunité policière et l'instauration d'un dialogue national. Progressivement, le pays se ferme aux journalistes puis aux visiteurs. Le 25 avril, tandis que le quotidien Teshrin publie « La plus sublime forme de liberté est la sécurité de la nation », l'armée investit Dera'a, puis les villes de Homs, Banyas, et une dizaine d'autres en mai. Electricité et communications coupées, les villes sont « sécurisées » sans que l'on sache exactement aujourd'hui 10 mai 2011 ce qui s'y déroule. L'opposition annonce 700 morts et plus de 10 000 arrestations tandis que le gouvernement évoque une centaine de militaires et policiers tués. Influencée par l'exemple turc, l'administration américaine semble disposée à privilégier l'option des Frères musulmans dans son objectif de casser l'axe Iran-Syrie et d'isoler ce premier. Sans réformes prochaines, le pays risque un déchirement plus profond encore.

Bruno Dewailly

Beyrouth, le 10 mai 2011